

E 2001 (D) 2/317

*Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,  
à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique*

L. Roumanie – Accord de Clearing  
Confidentiel

Bucarest, 23 juin 1941

Votre lettre du 29 mai dernier<sup>1</sup>, relative à d'éventuelles modifications des accords de commerce et de paiements actuellement en vigueur entre la Suisse et la Roumanie, est parvenue à la Légation alors que je me trouvais en Suisse. Toutefois, M. Ebrard m'en a donné connaissance à Zurich, en y ajoutant des recommandations verbales qui ont retenu toute mon attention. Dès mon retour

---

1. *Non reproduite.*

à Bucarest, je me suis assuré que, dans ses conversations avec les personnalités roumaines compétentes, mon remplaçant intérimaire s'était toujours inspiré de vos instructions<sup>2</sup>.

Il m'a paru néanmoins utile d'exposer sommairement les vues du Gouvernement fédéral à M. Christu, Ministre plénipotentiaire, ancien Ministre du Commerce extérieur et Directeur des services économiques au Ministère Royal des Affaires étrangères. Au cours de l'entrevue que j'ai eue avec lui le 21 de ce mois, je me suis borné à lui dire qu'une négociation dans la capitale roumaine, à une date que les circonstances ne permettaient pas de fixer avec précision, me paraissait préférable à des pourparlers qui auraient lieu à Berne. J'ai fait allusion au fait que les délégations envoyées en Suisse par le Gouvernement roumain n'étaient pas toujours munies de pouvoirs assez étendus pour arriver rapidement à des résultats positifs, tandis que, lorsque nos délégués pouvaient se rendre en Roumanie, il leur était loisible de recourir aux instances les plus élevées pour trancher les difficultés que les négociateurs désignés n'étaient pas toujours en mesure de résoudre.

En outre, j'ai indiqué que, pour nous, l'objet des conversations futures serait moins une modification de structure dans les accords en vigueur qu'un examen approfondi des moyens à mettre en œuvre pour en améliorer le fonctionnement.

De plus, tenant compte des recommandations qui m'avaient été faites tant par M. Ebrard que par M. le Conseiller fédéral Pilet-Golaz lui-même, j'ai confirmé notre désir de traiter directement avec le cabinet de Bucarest en évitant, dans toute la mesure du possible, l'intervention de tiers<sup>3</sup>. Je n'ai pas manqué d'insister sur l'importance que présentent actuellement pour nous les livraisons roumaines en matière de carburants liquides et, particulièrement, d'huiles minérales. Enfin, j'ai cru pouvoir laisser entendre que nous nous efforcerions, avant d'entamer une négociation avec Bucarest, de déblayer le terrain dans l'autre direction, en vue d'obtenir, s'il se peut, que la tierce puissance à laquelle je fais allusion renonce à intervenir directement dans le débat.

M. Christu a pris bonne note de ces indications. Toutefois, prévoyant que la Roumanie entrerait en guerre quelques heures plus tard, il ne m'a pas caché que la mise au point définitive du projet dont je lui parlais ne pourrait guère être examinée utilement avant quelques semaines. Je note cependant avec satisfaction qu'il n'a formulé aucune objection contre notre manière de voir<sup>4</sup>.

---

2. *De Weck est de retour à Bucarest le 14 juin, cf. le rapport publié en annexe au présent document.*

3. *Il s'agit évidemment de l'Allemagne.*

4. *Pour le résultat de ces négociations, cf. N° 158, aussi E 2200 Bukarest 4/11.*

23 JUIN 1941

199

## ANNEXE

E 2300 Bukarest/9

*Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,  
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz*

RP N° 38 Confidentiel

Bucarest, 22 juin 1941

Rentré à Bucarest le 14 juin à 18 heures, je viens d'y vivre une semaine éprouvante. Sous une forme non encore expérimentée, la guerre des nerfs a sévi pendant huit jours pleins avant que le poing du «Führer» ne s'ouvrît pour laisser tomber les dés d'une nouvelle guerre par les armes.

Dès les premiers moments, je constatai que l'hostilité connue de l'opinion roumaine envers la Russie de Staline se transformait en fièvre guerrière. Le monde officiel ne cherchait pas à dissimuler l'importance des préparatifs militaires en cours. On ne cachait pas non plus qu'ils étaient destinés à seconder une campagne allemande contre l'URSS. Tous les propos recueillis dans l'entourage du général Antonesco se résumaient dans une seule et même affirmation: «Le «Conducator» tient sa guerre sainte et ne la laissera pas échapper.»

Comme, d'autre part, personne ne s'arrêtait à l'hypothèse d'une initiative roumaine tendant à provoquer un conflit roumano-russe, ni à celle d'une évolution anti-allemande dans la politique de Moscou, on en arrivait à la conclusion que Hitler avait résolu de frapper. Mais pourquoi? La question demeurait sans réponse.

Non seulement personne ne savait ce que le III<sup>e</sup> Reich pouvait demander à l'URSS, mais on ignorait même si des conversations étaient en cours.

Le 17, le prince Demètre Ghika, ancien Ministre des Affaires étrangères, résumait ainsi la situation: «J'ai le sentiment que nous allons vers la guerre. Les signes matériels de l'action qui se dessine sont nombreux et visibles, tant chez nous que dans l'armée allemande. Antonesco, cela ne fait aucun doute, accueillerait avec joie l'occasion de restaurer notre honneur militaire tout en sauvant son autorité et sa personne. Car il me paraît certain que, seule, une diversion extérieure peut sauver le régime. Il se peut que cette diversion échappe au «Conducator», car c'est Hitler qui décidera. Or, rien encore ne nous permet d'affirmer que l'énorme déploiement de forces qui s'accomplit actuellement sous ses ordres ne soit pas destiné à impressionner Staline pour l'amener à composition. Si la Russie capitule, Antonesco est perdu.»

Pour ma part, j'inclinai à penser que Moscou ne rejetterait pas les exigences de Berlin, quelle qu'en dût être l'ampleur. L'URSS n'avait-elle pas donné au Reich, ces derniers temps, de nombreux signes d'une crainte révérencielle? Cela n'était-il pas la preuve d'une confiance limitée dans la puissance de l'armée rouge? En outre, M. von Killinger m'avait affirmé, un mois auparavant, que les rapports germano-russes étaient excellents, que l'Union Soviétique s'acquittait ponctuellement de ses prestations contractuelles, etc. Je répétais tout cela, le 19, au secrétaire général du palais Stourdza, qui m'avait tenu en mai un langage analogue à celui du diplomate allemand.

M. Cretziano me répondit en substance: «J'ignore ce qui se passe entre Berlin et Moscou. Je ne sais même pas si le général Antonesco en est informé. Son récent voyage à Munich, décidé depuis un certain temps, avait pour objet principal d'examiner avec le «Führer» divers problèmes, territoriaux et autres, posés par la campagne des Balkans. Le «Conducator» ne m'a rien dit des confidences qui auraient pu lui être faites. Je constate seulement qu'il croit à la guerre et qu'il s'y prépare.» J'objectai que la guerre, même pour Hitler, n'est pas une fin en soi, mais un moyen: on ne recourt pas à une intervention chirurgicale sans avoir essayé, quand c'est possible, des thérapeutiques plus douces. «Et s'il est démontré, répliqua mon interlocuteur, que le but poursuivi par le «Führer» ne puisse pas être atteint autrement que par les armes? Des concessions, si étendues que vous les imaginez, laissent subsister la menace d'une intervention soviétique dans une phase ultérieure du conflit. Tant que l'URSS conserve une force militaire, l'Allemagne ne peut pas jeter toutes ses ressources dans sa lutte contre les Anglo-Saxons. Elle ne peut pas non plus développer l'ordre nouveau qu'elle se propose d'instaurer en Europe.»

Je ne vous parlerai pas de toutes les rumeurs contradictoires qui circulèrent à Bucarest durant ces derniers jours. Tantôt on vous annonçait un ultimatum allemand dont on se flattait de connaître les termes, tantôt on assurait qu'une détente s'était produite. En fait, la nation roumaine s'est trouvée ce matin devant le fait accompli sans avoir entendu de ses dirigeants, sans avoir trouvé dans sa presse la moindre allusion à un litige quelconque entre l'Allemagne ou la Roumanie d'une part et l'URSS de l'autre. Les explications du chancelier Hitler sont venues après coup.

Ce matin encore, les journaux roumains, qui publient en première page la proclamation grandiloquente d'Antonesco sur la «guerre sainte», donnent en dernière heure cette note de Berlin, datée d'hier: «Au sujet des bruits répandus à l'étranger sur une convocation imminente du Reichstag ou sur d'autres manifestations analogues, on déclare dans les cercles autorisés de Berlin que ces rumeurs ne sont pas fondées. On ajoute que Berlin s'attend à un «week-end» paisible.»

Le caractère de la semaine qui vient de s'écouler peut se résumer ainsi: 1° silence absolu du gouvernement et de la presse sur la nature et même sur l'existence d'un conflit avec l'URSS; 2° préparatifs militaires très poussés et très ostensibles; 3° attitude au moins curieuse des cercles officiels, qui, tout en prétendant ne rien savoir d'une crise en cours, favorisaient la diffusion de nouvelles présentant la guerre, à très brève échéance, comme une certitude.

De cette attitude, j'ai recueilli hier des indices très nets. Au cours d'une visite à un haut fonctionnaire des Affaires étrangères, j'entrepris mon interlocuteur sur les raisons qu'Allemands et Roumains pourraient avoir d'entrer en lutte ouverte contre la Russie des Soviets. Comme avec tous les autres personnages que j'avais interrogés précédemment, cette tentative d'obtenir une indication positive sur l'objet de la querelle demeura infructueuse. Celui chez qui je me trouvais alors est un homme avec qui j'entretiens depuis plusieurs années des relations cordiales. «Je n'ai pas qualité, me dit-il, pour vous donner un avis officiel, mais, en ami, je vous conseille de quitter Bucarest aujourd'hui même, car, dès cette nuit, nous pouvons être sévèrement bombardés.» Comme je lui faisais observer que mon devoir me retenait dans la capitale, il poursuivit: «Envoyez au moins M<sup>me</sup> de Weck à Sinaïa.» Inutile d'ajouter que l'intéressée ne voulut point entendre parler de partir seule. Dans le courant de la journée, j'appris que plusieurs de mes collègues avaient reçu, au palais Stourdza, des recommandations analogues. Au surplus, j'avais vu, devant le ministère, des camions chargeant des meubles et des pièces d'archives. Les administrations roumaines vont être dispersées un peu partout, de telle sorte qu'il sera très difficile de rester en contact avec le gouvernement.

A la légation, chacun est à son poste. Les précautions d'usage ont été prises contre d'éventuels bombardements aériens: l'expérience seule montrera ce qu'elles valent. Les femmes et les enfants de notre colonie que l'on désirait mettre en sûreté ont déjà été évacués la semaine dernière. La plupart se trouvent aux environs de Bran, dans une vallée située entre Sinaïa et Braşov, mais à l'écart de la grand-route et des agglomérations importantes.